



# Le dossier

Février 2016

23 juin 2015

## Assises nationales de la filière industrielle du nucléaire



Compte rendu des travaux



## **Sébastien MENESPLIER** **Secrétaire général adjoint de la Fédération** **des Mines et de l'Énergie**

Tout d'abord, au nom des Fédérations CGT de la Construction, de la Métallurgie, des Mines et de l'Énergie, je tiens à vous remercier pour vous être rendus disponibles et ainsi participer à ces Assises nationales de la filière industrielle du nucléaire.

Je tiens aussi à remercier toutes celles et ceux qui ont œuvré pour les préparer. Un travail de plusieurs mois percuté par l'actualité. L'actualité qui a pris du temps et de l'énergie à ces mêmes camarades.

### **Pourquoi des Assises pour le développement de la filière industrielle du nucléaire ?**

La filière industrielle du nucléaire est née, il y a maintenant 45 ans, en réponse à un besoin de la nation, au développement de la société par l'accès à l'énergie et à la santé.

Composée d'environ 220 000 salariés qualifiés et expérimentés, avec un niveau de recherche important, des capacités de production, avec des grands Groupes comme AREVA, EDF, CEA, l'ASN, l'IRSN, l'ANDRA mais aussi ALSTOM, GENERAL ELECTRIC, VALLOUREC, SPIE, ARCELOR-MITTAL... et aussi une multitude de PME, de sous-traitants et d'équipementiers.

Une filière au cœur de l'économie nationale et bien plus aujourd'hui, puisqu'elle est au cœur de l'actualité.

La filière industrielle du nucléaire est la 3ème après l'aéronautique et l'automobile. Considérée comme filière stratégique du fait des enjeux qu'est l'énergie.

Depuis la mission Roussely, en 2010, les Fédérations de la Métallurgie, des Mines et de l'Énergie ont travaillé ensemble pointant déjà les prémices de la situation des Groupes AREVA et EDF qui, lancés dans leur concurrence, voyaient déjà la perte énorme de compétence et surtout une cohérence de la filière menacée. Nos inquiétudes à l'époque étaient fortes.

Nous précisons par exemple : la filière nucléaire comprend les acteurs industriels et fournisseurs, les activités d'ingénierie de conception, de construction, de maintenance et d'assainissement/démantèlement. Dans tous ces secteurs, on note des dégradations dues à des choix politiques, aux abandons de projets industriels et aux critères de rentabilité immédiate appliqués à une industrie de cycle très long.

Ces Assises pour échanger et débattre du développement de la filière industrielle du nucléaire émanent d'un objectif qui est de partir du vécu des salariés afin de travailler à un projet CGT pour remettre la filière en ordre de marche.

En cela, le pari de préparer cette journée en 3 Assises régionales décentralisées Cherbourg, Tricastin et Le Creusot, nous a démontré combien il était judicieux d'avoir un tel objectif.

La CGT ressent le besoin de perspectives pour reconquérir cette filière et surtout ne pas la laisser se faire démanteler entre autre par son principal actionnaire.

Une CGT offensive porteuse d'un projet élaboré avec les salariés pour la réponse aux besoins et à l'intérêt général, c'est le but de ces assises. Nous les voulons porteuses d'espoir, de pertinence et de crédibilité.

Parler de renouvellement des compétences, du savoir-faire, de ré internalisation des activités pour une véritable maîtrise publique, d'un haut niveau de sûreté, d'une maîtrise technique et d'un haut niveau de garanties collectives pour les salariés n'a rien d'utopique lorsqu'il s'agit de l'avenir de la filière industrielle du nucléaire.

Fort de l'annonce faite par le Comité de la Filière Nucléaire, la CGT prend acte de l'estimation à plus de 100 000 le nombre d'emplois à créer, dans les 10 années à venir, pour garantir à la filière industrielle du nucléaire un renouvellement de compétence à la hauteur des besoins.

Une réalité que les 3 Assises ont fait apparaître au travers des interventions des salariés est bien celle de l'inter connexion, la dépendance des activités, des métiers de la filière industrielle, du nucléaire, de la recherche à la conception, de l'ingénierie à l'exploitation, de la production au démantèlement, de l'industriel, du médical et du militaire.

La CGT a eu l'idée de mettre tout en commun, une première étape !

A l'heure où se débat toujours la loi sur la transition énergétique qui devrait bientôt revenir à l'Assemblée Nationale, la CGT porte la filière indus-

truelle du nucléaire comme étant une solution pour la réduction des gaz à effet de serre. La filière fait partie intégrante de l'avenir en matière de politique énergétique pour le pays, pour la Nation. Cette filière a toute sa place dans un mix énergétique qu'il nous faut penser mais surtout construire.

### **A quoi sommes-nous confrontés ?**

Globalement, la CGT constate un vieillissement des usines, un affaiblissement de l'outil industriel, un manque d'investissement, un manque de compétences, des collectifs de travail en souffrance, des collectifs de travail désorganisés...

La filière industrielle du nucléaire est menacée !

Le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) opère des plans de restructuration, de redécoupage, de segmentation dans un objectif de réduction de ses activités.

Au travers cette politique dictée par des contraintes budgétaires, la CGT s'interroge sur les relations entre l'Etat et le CEA.

Ce flottement laisse perplexe mais il est surtout la conséquence d'une baisse des moyens financiers publics et le signe d'une perte de maîtrise globale sur le devenir de la filière nucléaire.

Le centre de Ripault, situé à Tours, en paye les conséquences. Il est menacé de fermeture, soit 622 emplois que la Direction du CEA envisage de délocaliser en Aquitaine.

Poursuivons notre tour d'horizon avec EDF qui doit faire face à de gros investissements comme le Grand Carénage du parc de production nucléaire d'électricité pour le prolongement de la durée de vie des centrales.

Comme la situation financière d'EDF est difficile c'est par l'endettement que ces investissements verront le jour.

A cela s'ajoute, le chantier EPR de Flamanville confronté à des glissements de calendrier, des dérapages de budget, bref, de multiples facteurs

en passant par de multiples obstacles qui entravent la réalisation de la centrale.

Le nouveau PDG d'EDF a décidé de réorganiser le Groupe :

- Intégration des 12 000 salariés de DALKIA France,
  - à venir des rapprochements envisagés avec AREVA,
  - création d'une nouvelle filiale,
- auront comme conséquence, entre autres, la proportion des emplois statutaires par rapport aux effectifs du groupe.

Ensuite, je le disais c'est d'actualité, AREVA annonce un véritable plan social avec 3 000 à 4 000 suppressions d'emplois.

Les suites d'une gestion chaotique et désastreuse. L'Etat porte une lourde responsabilité dans la gravité de la situation actuelle.

C'est lui qui a fait le choix de mettre en concurrence AREVA et EDF en lieu et place d'investissement à long terme pour développer la filière industrielle du nucléaire.

Depuis, les gouvernements qui se sont succédés ne se sont jamais opposés aux mauvais choix des dirigeants d'AREVA pourtant dénoncés par la CGT.

Le gouvernement actuel poursuit la même logique en se contentant de demander aux dirigeants d'EDF et d'AREVA de se mettre d'accord, de trouver une solution alors que c'est

à lui qu'incombe la responsabilité de l'avenir de la filière et de son organisation.

Il y a urgence à examiner les besoins et à s'attaquer à la question du renouvellement du parc de production nucléaire.

La prolongation des centrales n'est pas une fin en soi. La CGT revendique la relance de la recherche et l'investissement dans des nouveaux outils de production pour remplacer le parc actuel vieillissant.

Avec une vraie stratégie industrielle qui permette de mixer prolongation et introduction de nouveaux modèles en fonction de critères techniques et économiques puis d'introduire à terme la génération 4 qui donnera une autonomie en combustible de l'ordre du millier d'années et minimisera les déchets.

Mais finalement, peut-être que l'objectif recherché est de garder une structure allégée, basée sur l'ingénierie afin d'aller à l'exportation avec l'illusion de gagner des marchés mondiaux, et de laisser à d'autres les outils de production et la fabrication ?

Quel cauchemar !!!

La CGT considère que l'Etat ne peut pas être un mauvais acteur comme il a été pour la vente d'ALSTOM à GENERAL ELECTRIC, car il en va du démantèlement de la filière.

Pire encore et c'est notre crainte, serait que le Gouvernement fasse une politique à court terme qui conduise à une hausse des tarifs d'électricité,



à un démantèlement des outils industriels et à terme à une privatisation de toute la filière.

La situation financière compliquée chez AREVA ne vient ni des salariés ni de l'outil industriel.

Elle est essentiellement due à des dérives suite à de mauvaises décisions prises par des dirigeants et l'Etat a laissé s'organiser ce marasme.

Quoi de plus bénéfique pour le principal actionnaire pour qui la filière nucléaire rapporte entre AREVA et EDF la somme de 20 milliards de dividendes ces 10 dernières années ? N'y a-t-il pas dans ces chiffres la solution recherchée à la résolution de l'équation à une inconnue ?

Je ne développerai pas ici les annonces de l'Elysée. Je situerai simplement la responsabilité de l'Etat, auquel au passage la CGT a demandé une rencontre sans réponse à ce jour, l'Etat à qui revient le devoir de recapitalisation pour relancer le groupe AREVA et la filière industrielle du nucléaire.

Pour recapitaliser AREVA, la CGT a des propositions que nous souhaitons débattre avec l'Etat si celui-ci daigne vouloir en parler avec nous.

Il s'agit par exemple de rechercher des fonds auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ou de la

Banque Publique d'Investissement, pourquoi pas ? Et pourquoi ne pas mettre à contribution le secteur bancaire ?

Vous comprendrez alors que toute l'incertitude qui plane au-dessus de la filière industrielle du nucléaire fait peser de lourdes menaces sur tout le tissu des entreprises de la sous-traitance.

Par exemple, l'entreprise VALLOUREC (aciérie et tûberie) supprimerait 900 emplois en France, l'entreprise ACCP (Chaudronnerie) est au bord du dépôt de bilan avec 300 emplois menacés.

### **Quelles perspectives, quelle démarche suite à ces assises ?**

Ne rien faire serait le pire scénario. Mais que faire ? Prenons le temps lors de ces assises pour être force de propositions.

La filière du Nucléaire représente un potentiel conséquent pour répondre aux défis posés à l'échelle mondiale.

- Répondre à l'accès à l'énergie pour tous,
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre et CO<sup>2</sup> pour limiter le réchauffement climatique.

Comme vous le savez, la Conférence mondiale sur le réchauffement climatique (COP21) se tiendra à Paris en décembre prochain.

Compte tenu des incertitudes qui planent au-dessus des 220 000 salariés de la filière industrielle du nucléaire, la CGT doit réfléchir avec les salariés à organiser une offensive revendicative autour de la COP21.

Informons les salariés par une expression CGT «conclusive à ces Assises» qui appelle à une manifestation nationale des salariés de la filière.

Convaincre le grand public d'un projet CGT en déployant une communication qui s'adresse aux citoyens.

Ne nous interdisons rien, réfléchissons ensemble avec les salariés, utilisons les moyens nécessaires pour que notre message soit audible, compréhensible en particulier vers le grand public à qui les médias martèlent les mêmes messages.

Invitons-nous dans le débat avec les salariés afin de nous déployer et faire monter les rapports de force nécessaires à infléchir l'histoire qu'on nous dit écrite par avance.





# 1<sup>ÈRE</sup> TABLE RONDE : LES ENJEUX

Animée par Marie-Christine Nadeau  
(FNME)

## Participaient à la table ronde :

- Bruno BLANCHON
- Philippe VERBEKE
- Maxime VILLOTA
- Béatrice GALICIER
- Claire de PASCALE

Les capitalistes issus de la vieille bourgeoisie voient dans le nucléaire une filière d'excellence permettant la production d'une énergie fiable et peu coûteuse. Le modèle industriel français, reconnu dans le monde entier, peut-être marchandisé et facteur de profit important à l'international – à condition, évidemment, qu'il fonctionne correctement en France. L'inconvénient pour ces gens, c'est que l'investissement financier est important et la réalisation du profit bien trop long. Alors le capital de départ est transféré en partie sur la collectivité. Le travail y est consenti au mieux-disant.

Après un moratoire de vingt années, en 2010, le gouvernement de l'époque convoque la commission Roussely pour réfléchir aux conditions de relance de la filière nucléaire. La deuxième philosophie, qui vient des néo-libéraux de la génération Reagan et Thatcher, voit dans le nucléaire une obligation de puissance publique, de régulation, donc de contrôle social et de démocratie, au plus haut niveau du pays, voire à l'international. Ils cherchent à la fois à en limiter l'influence et à en garder une part qui devient seulement source de développement des marges à l'export. A noter que si la filière reste française, l'emploi et le savoir-faire sont quant à eux en grande partie délocalisés ou précarisés.

Dès 2012, le gouvernement nouvellement élu marque ainsi la filière nucléaire comme sa cible mais à y regarder de plus près, il s'agit en fait de changer toutes les structures nationales de notre pays, avec la métropolisation des communes, la régionalisation des transports et aussi de l'énergie. Les lieux de pouvoir sont centralisés et ce qui est visé, c'est

bien le pouvoir qui est concédé aux citoyens et donc la démocratie.

Les plus progressistes, dont nous faisons partie, voient dans cette filière une opportunité incroyable pour répondre aux besoins sociaux. C'est l'accès à l'énergie, à la santé, à la mobilité. A partir de la maîtrise industrielle, la filière devient un enjeu de développement technologique et scientifique pour répondre aux obligations de sûreté qui génèrent le progrès social et, ainsi, tous les salariés de la filière doivent bénéficier d'une formation de haut niveau pour une qualification de haut niveau. Cela encadré par des garanties collectives les plus intéressantes possibles.

Le contexte mondial est aujourd'hui celui de la crise financière, du changement climatique, de la fin programmée des ressources fossiles et, par voie de conséquence, des guerres. C'est pas terrible mais il n'y a pas de fatalité. La CGT s'inscrit dans la bataille pour la réindustrialisation de la France par la relocalisation de la production des objets au plus près de leur consommation. La défiance est grande vis-à-vis de ceux qui ont ruiné nos économies, mis les acquis sociaux à sac. Il paraît donc assez normal de reprendre la main sur tout.

Mais tout est contradiction et c'est là qu'est le piège. Ce qui est bon pour les produits manufacturés est contre-productif dans l'énergie, particulièrement l'électricité, comme pour les autres activités de réseau du reste. Nous y reviendrons très certainement dans notre discussion.

Pour étayer ce diagnostic partagé, je demande à Bruno Blanchon et Maxime Villota de nous faire un bref point d'actualité pour nous indiquer où en sont les groupes Areva et EDF.

## **Bruno BLANCHON** animateur branche énergie atomique, FNME CGT

Il me semble important de remettre l'évolution du groupe Areva en perspective. Areva est un groupe jeune (créé en 2001) qui a connu plusieurs évolutions parallèles. D'abord des évolutions de périmètre avec le rachat d'Alstom Transmission et Distribution en 2004, la vente de l'activité Connectique en 2005, la revente de l'activité Transmission et Distribution entre 2007 et 2010, puis l'annonce du gouvernement de couper Areva en trois. Parallèlement à ces évolutions de périmètre, Areva a connu des réorganisations incessantes avec une mutualisation des services supports de ses différentes entreprises, un regroupement des ingénieries, entre autres. Ces évolutions s'inscrivent dans un contexte politique de dérégulation du nucléaire et de désorganisation du travail, avec la mise en place d'organisations matricielles standards, une explosion de la sous-traitance, des modes de management bien précis qui ont profondément changé la nature du travail, la mise en place en 2005 et 2006 de normes comptables qui distordent la valeur des entreprises, et dans un contexte politique qui a notablement changé : arrêt du projet de la centrale du Carnet en 1997, fermeture de Superphénix en 1998, maintenant vote de la loi de transition énergétique. La politique des groupes a elle aussi évolué avec une concurrence fratricide entre Areva et EDF, des relations « exotiques » entre Areva et le CEA, des aventures hasardeuses (UraMin), tout cela soutenu par une vision de court terme, avec pour idée maîtresse la création de valeur pour l'actionnaire.



Parallèlement, à partir de 2004, le groupe Areva a dû renouveler ses outils et ses compétences. Il avait donc besoin de financement. Comme l'Etat avait largement puisé dans ses comptes pour faire remonter des dividendes, le groupe a dû s'endetter et cette dette pèse encore sur ses comptes actuellement.

En définitive, nous sommes partis d'un outil unique au monde, avec des implantations industrielles partout en France, des compétences rares mais la mise en place d'organisations du travail standards, cette vision court-termiste, ce contexte politique et ces nouvelles normes comptables font qu'Areva affiche 5 milliards d'euros de pertes. La seule réponse proposée est le découpage de l'entreprise et un plan social qui conduit à une fragilisation et à une remise en cause de la filière. Il ne suffit donc pas de trouver des solutions défensives. La question est de savoir ce qu'il nous faudrait pour que cela marche à nouveau, pour reconstruire nos outils et nos compétences et, finalement, construire une filière qui réponde aux besoins et offre des perspectives.

#### **Maxime VILLOTA, EDF**

En 2004, le statut d'EDF est passé d'EPIC à société anonyme. En 2005, EDF est devenue une entreprise publique cotée en Bourse, soumise aux obligations des sociétés publiques et à la gouvernance des entreprises cotées, tirée par la rémunération des actionnaires, sachant que son

actionnaire principal, l'Etat, est très gourmand en dividendes puisqu'il en consomme deux milliards d'euros par an, avec parfois beaucoup plus d'insistance que les fonds de pension.

Depuis, cette entreprise a connu beaucoup d'évolutions, d'abord avec la création de RTE puis de la filiale ErDF, puis des vagues d'acquisitions d'actifs (British Energy, Edison) et de cessions (EnBW) à l'international. EDF a aussi incorporé totalement EDF Energies nouvelles, ainsi que Dalkia pour structurer son offre de services puisque tout cela participe de la mutation du système électrique, cet écosystème qui évolue au rythme des lois, principalement la loi de nouvelle organisation du marché électrique (NOME), qui a eu pour premier effet d'obliger EDF à réserver un quart de sa production nucléaire à d'autres fournisseurs afin de faciliter la concurrence, censée être bénéfique tant aux usagers qu'aux professionnels. La loi de transition énergétique, elle, a ouvert les concessions hydrauliques à la concurrence, fixé un plafond de 63,2 GWh pour le nucléaire et donné pour perspective de limiter la part du nucléaire dans le mix électrique national à 50 % à l'horizon de 2025.

Avant la fin de l'année, nous devons aussi faire face à l'extinction d'une certaine partie des tarifs réglementés (verts et jaunes, destinés aux professionnels et entreprises) sachant que le tarif bleu (pour la consommation domestique) changera d'équation et, à terme, sera aligné sur les prix du marché.

EDF, c'est 72,9 milliards d'euros de chiffre d'affaires, dont 17 milliards d'euros d'excédent brut d'exploitation, avec respectivement 39,9 et 12 milliards d'euros réalisés en France, pour une production de 415,9 TWh sur le parc nucléaire, tout cela piloté par une exigence de dividendes, à laquelle s'ajoutent les impôts et taxes sur les actifs industriels (3,5 milliards d'euros) et l'impôt sur les sociétés (1,8 milliard d'euros).

EDF a une politique d'investissement très soutenue : 12 milliards d'euros par an, dont 48 % sont dédiés à la production et aux activités de commercialisation en France.

EDF, c'est 158 000 emplois dans le monde dont 132 000 en France, qui ne se résument pas à la production et à la distribution d'électricité. Ses filiales (TIRU, Dalkia...) emploient

21 000 personnes et EDF compte 26 000 salariés à l'international.

#### **Claire de PASCALE, CEA**

Il n'y a pas de filière industrielle du nucléaire sans recherche & développement. Le CEA travaille à long terme, sur la quatrième génération de centrales nucléaires, mais aussi en soutien aux industriels du nucléaire.

Pour ce faire, le CEA possède sa propre recherche fondamentale – sur les sciences de la matière et les sciences du vivant – ainsi qu'une recherche appliquée pour la valoriser. Le budget du CEA est de 4,9 milliards d'euros, tant pour ses activités civiles que militaires, et nous sommes très dépendants des subventions pour la recherche fondamentale. Or depuis plusieurs années, nous subissons une réduction drastique de nos subventions et la volonté du gouvernement de changer la gouvernance du CEA.

Notre administrateur général vient en effet de changer et le nouveau n'a pas la même volonté que le précédent de faire barrage aux aléas politiques. Dans sa première déclaration, le nouvel Administrateur Général a annoncé qu'il allait changer la gouvernance du CEA. Nous venons également de recevoir la lettre de mission du Ministre à l'administrateur général, dans laquelle est annoncé un recentrage du CEA sur ses missions fondamentales, dans un contexte de maîtrise des coûts. Le CEA va donc devoir faire des choix stratégiques à partir d'un socle de compétences restreint et nous craignons de ne plus être en situation de participer au maintien et au développement d'une filière nucléaire sûre et crédible.

#### **Clarisse DELALONDE, syndicat de la recherche d'EDF**

Nous partageons tous les mêmes craintes. Je me demande pour ma part si le nucléaire ne va pas devenir, avec la loi de transition énergétique, la nouvelle sidérurgie en France, même si j'espère que ce ne sera pas le cas. Nous sommes tous favorables au maintien d'une filière nucléaire publique mais, dans les services de recherche d'EDF, nous sommes inquiets car nous sommes déjà concernés par des opérations de mutualisation avec le CEA ou Areva et craignons une augmentation des structures communes. Nous sommes tous concernés par ces réorganisations qui ne se limitent

pas à la R&D mais touchent aussi l'ingénierie. J'ai entendu des collègues dire qu'EDF et Areva travaillaient sur les mêmes sujets et allaient entrer en compétition. Il me semble donc que nous devrions mettre en avant quelques revendications communes préalables, comme le maintien de tous les emplois, des garanties statutaires et de tous les projets de recherche.

**Yves ADELIN, animateur collectif sous-traitance, FNME CGT**

Si la filière nucléaire compte 200 000 salariés, ce sont un million de personnes qui en vivent. Or cette filière est attaquée comme les autres filières industrielles. La question est donc de savoir comment la CGT peut proposer quelque chose susceptible d'unir tous les salariés. La CGT a proposé un nouveau statut du travailleur salarié, avec une Sécurité sociale professionnelle, un revenu d'existence et une contrepartie d'emploi pour tous. Il faut en faire un dénominateur commun à tous les salariés. Nous devons redonner espoir à tous les salariés de notre pays, leur donner envie de se battre pour leur avenir !

**Hervé BAZIRE, Fédération de l'Education, de la Recherche et de la Culture**

Nous faisons effectivement face à des problèmes globaux. Ces Assises sont le début d'une démarche. Nous devons travailler ensemble car nous disposons en France d'un formidable gisement de richesses financières, humaines et scientifiques qui doivent être mises au service d'un développement humain et durable. Pour réussir, nous devons mettre en avant ce potentiel, le cultiver et en faire un outil de développement économique.

Le secteur de la recherche est très imbriqué. Il concerne des établissements publics comme le CNRS ou le monde universitaire. Nous devons travailler, non seulement avec les salariés de ce secteur mais aussi avec les étudiants, sur les questions de formation initiale et continue. Nous allons donc nous approprier les travaux de ce colloque et nous nous rapprocherons de nos camarades dans les territoires pour en construire des déclinaisons locales.

**Jean-Charles RISBEC**

Dans la situation actuelle, nous avons peut-être tendance à nous fixer sur les

questions capitalistiques. Or la CGT est porteuse de projets industriels d'avenir. C'est donc la notion même de filière que nous devons réinterroger. Il faut également partir des territoires. Nous parlons souvent de notre insertion dans notre entreprise mais nous sommes aussi sur un territoire. En Normandie, nous sommes fortement impactés par le nucléaire car nous avons des centrales de production (Paluel, Panly, Flamanville), un site de retraitement (La Hague), le nucléaire militaire (arsenal de Cherbourg) et la recherche. Nous avons en effet un accélérateur d'ions lourds directement lié à la production d'électricité. Nous sommes donc directement liés à la recherche fondamentale, tant l'astrophysique que la recherche sur la matière. Nous avons aussi des écoles d'ingénieurs autour de cet accélérateur. Nous avons enfin une recherche médicale, avec un plateau médical sur lequel se trouvent d'innombrables laboratoires de recherche. Le travail qui nous attend est donc énorme.

J'ai par exemple découvert en préparant ces assises que sur le plateau nord de Caen (200 000 habitants), on comptait 800 chercheurs, enseignants, chercheurs et médecins qui travaillaient sur le nucléaire. Nous devons donc reprendre la notion de filière sur les territoires.

Enfin, nous allons avoir le Grand Carénage, qui amènera sur nos territoires des milliers de salariés. Nous aurons donc besoin de les accueillir dans les meilleures conditions.

**Laurent SANTOIRE, Alstom**

Dans son introduction sur l'histoire, Marie-Christine Nadeau a fait un oubli fâcheux : le programme du Conseil national de la Résistance et le rôle de la CGT et des autres forces progressistes. La filière nucléaire française est basée sur un projet progressiste, qui s'inscrit dans le cadre de la Nation, dans une logique de développement et de statut. On ne peut pas comprendre ce qui s'y passe si l'on ne comprend pas à quoi nous nous opposons.

Avec l'Union européenne, le capital a trouvé un instrument pour mettre en concurrence les territoires. Le choix politique qui est porté est la destruction de l'Etat-Nation au profit des régions. Le choix qui est fait de privilégier les énergies renouvelables au détriment du nucléaire participe de

cela, de même que la loi NOME ou la casse des grandes entités nationales. Aujourd'hui, les grandes entreprises multinationales sont obligées de traiter avec des Etats-Nations capables de leur imposer des contraintes ; demain, elles souhaitent pouvoir traiter directement avec des régions qu'elles pourront contrôler. Il y a donc un enjeu essentiel à la recomposition du paysage énergétique français.

Il faut aussi répéter certaines choses avec une très grande fermeté. La Nation est la seule garante de la volonté populaire. C'est aussi elle qui a permis de faire en sorte que l'énergie soit moins chère en France que dans le reste de l'Europe. Or nous sommes en train de perdre cet acquis. Pour subventionner des énergies régionales qui ne sont toujours pas rentables à ce jour, on a renchéri le coût de l'électricité. On pourrait aussi rappeler l'énorme contribution de la filière électrique au budget de la Nation et l'opposer au discours de ceux qui parlent de « déficit », alors que l'Etat n'a pas réinvesti ses dividendes. Pourtant, l'investissement, c'est la capacité à préparer l'avenir et à amener les citoyens au plus haut niveau de développement. Nous devons donc nous réapproprier les enjeux politiques de notre filière.

**Louis MAZUY, Areva Jeumont**

Le démantèlement qui se profile chez Areva aura un impact sur la recherche du CEA, d'EDF et d'Areva, sur ses établissements de fabrication et sur son ingénierie. Dans cette situation, il faut arriver à bien distinguer nos atouts de nos problèmes car ils se serviront de ces derniers pour justifier des transformations qui viseront plus de rentabilité. Ainsi, en matière de recherche, du fait de la concurrence entre entreprises, des équipes du CEA, d'EDF et d'Areva travaillent parfois sur le même sujet. En France, nous avons aussi l'habitude d'avoir une activité de recherche fondamentale sur la sûreté mais la recherche sur les techniques de fabrication est plus restreinte. Quant à la formation, il ne faut pas la réduire à la transmission des connaissances entre anciens et jeunes.

Nous devons aller dans le sens du progrès. Or la question de l'utilisation des nouveaux moyens informatiques pour mieux savoir ce que nous fabriquons est posée. Il faut y consacrer



beaucoup de moyens de recherche, de formation et techniques. Il s'agit d'un véritable tournant ; comment l'industrie française le prendra-t-elle dans le contexte actuel de baisse des dépenses de R&D et d'investissement ? Nous avons intérêt à avoir une bonne connaissance de ces enjeux pour porter de façon offensive la perspective d'une progression du potentiel de recherche et industriel de notre pays.

**Dominique GALEB,**  
**CEA, co-animateur du collectif**  
**recherche et enseignement**  
**supérieur**

Voici environ un an, on nous a présenté un plan à moyen et long termes (PMLT) pour le CEA qui mettait en place une stratégie de réduction des financements publics et des effectifs, en particulier dans le domaine du nucléaire, secteur fondateur du CEA. Ce plan réduisait notablement la voilure sur la recherche fondamentale. Il risque donc de faire perdre des compétences au CEA, notamment dans le secteur des technologies liées aux énergies nouvelles. Il réduisait aussi l'effet de levier permis par les subventions publiques. Ce PMLT met donc en danger le CEA.

Du côté des industriels, EDF ne consacre plus que 0,7 % de son chiffre d'affaires à la recherche contre 1,7 % les années précédentes, soit une sacrée réduction. Les investissements de recherche des autres entreprises (Engie, Total...) ne dépassent guère 1,3 milliard d'euros alors que leur chiffre d'affaires est de 177 milliards. La recherche n'est donc pas une priorité. Beaucoup disent que nous allons nous appuyer sur la recherche académique mais ce milieu est lui aussi mal-

mené. Depuis les années 2000, nous avons affaire à un paysage réglementaire complexe et déstructuré, marqué par une multitude de structures opaques et antidémocratiques (communautés d'universités, laboratoires d'excellence, sociétés d'accélération de transferts technologiques, pôles de compétitivité) avec lesquelles les chercheurs sont obligés de composer. Ce secteur est aussi de plus en plus confronté à des budgets en diminution, des restrictions notables d'effectifs et à des financements de plus en plus orientés sur des projets de court terme, ce qui place les organismes d'enseignement et de recherche dans une situation difficile et contribue à l'apparition d'une précarité galopante. On voit également bien que le financement propre des entreprises est insuffisant. Pourtant, les incitations publiques à investir sont loin d'être négligeables, comme le Crédit d'Impôt Recherche, qui est passé de quelques centaines de millions à six milliards d'euros depuis 2006, alors que les investissements des industriels n'ont pas augmenté.

**Béatrice GALICIER**

Je souhaiterais revenir sur le malaise ressenti par les salariés de la filière. Par le passé, tout n'y était pas parfait. A la fin de la construction du parc, il y avait des conflits techniques ou de réalisation entre Framatome, EDF et leurs sous-traitants. Alors pourquoi les salariés ont-ils le sentiment que c'était mieux avant ? Parce qu'il y a eu un basculement complet des missions confiées à ces entreprises. Même chez Framatome, les salariés avaient le sentiment d'avoir une mission publique car une partie de leur travail était directement liée à la sûreté. Leur

malaise grandit car ils sont confrontés à une contradiction : leurs chefs ne font pas de technique. Quand on cherche à gagner de l'argent à court terme, on ne perd en effet pas de temps sur les sujets techniques. Ainsi, quand un salarié signale un problème, celui-ci ne remonte pas car le résoudre risquerait de coûter de l'argent, jusqu'au moment où il devient un gros problème. Aujourd'hui, les directions de nos entreprises utilisent la sûreté et la qualité pour faire culpabiliser les salariés et leur faire accepter une nouvelle réorganisation, mais ira-t-elle dans le bon sens ? Si nous délocalisons un certain nombre de fabrications, cela veut dire qu'il faudra bien savoir où elles seront réalisées. Il faut discuter de cela avec les salariés pour identifier l'organisation de travail dont nous avons besoin.

**Jean-Christophe FOURNEL, EDF**

Je me pose tous les jours la question de la citoyenneté de notre filière. Comment puis-je arriver, en tant que militant syndical, à faire prendre conscience aux salariés d'EDF – qui sont les donneurs d'ordres – que mettre en concurrence Areva et Westinghouse ou Alstom et General Electric, ce sont des emplois pour leurs enfants ou leurs collègues sur les territoires où ils vivent ?

Pour moi, la notion de filière est évidente. Il y a dans cette filière des donneurs d'ordres qui commandent des projets (5 milliards d'euros à dépenser dans les dix à quinze ans). La direction d'EDF nous a expliqué hier qu'il y aurait avant 2030 deux EPR nouvelle génération. Je souhaiterais donc savoir si les fonderies du Creusot ont déjà commandé des lingots chez JSBW pour pouvoir commencer à travailler dans un ou deux ans.

Il y a aussi des projets à l'international, comme la construction de deux centrales EPR en Grande-Bretagne. Pour sa première visite à l'étranger, Jean-Bernard Lévy a participé à un congrès des fabricants de matériel nucléaire en Chine, pour signer des contrats avec des industriels chinois afin d'équiper les réacteurs britanniques. En tant que citoyen et salarié de cette filière, comment puis-je arriver à mobiliser mes collègues pour qu'ils se battent en faveur de leur industrie ? Qui fabriquera le matériel des centrales nucléaires françaises ? Pour avoir travaillé pendant six ans en Chine, j'ai pu voir la capacité et la



voracité des industriels du nucléaire chinois. La menace est à nos portes. Comment mettre en mouvement les salariés des usines de Saint-Marcel, du Creusot, de Nexans pour mettre du sable dans ces rouages bien huilés ?

**Laurent REYNAUD,  
EDF Fessenheim**

Je viens de Fessenheim. Fessenheim, tout le monde connaît. C'est aussi médiatique que l'EPR de Flamanville, mais de l'autre côté de la France.

Avant 2011, on avait un projet : celui de durer. Le projet, c'était de prolonger la durée d'exploitation à 60 ans. Pour le premier REP\* mis en service, ça avait de la gueule. Fessenheim pouvait ouvrir la voie. En tout cas, pour nous, cela avait du sens.

On aurait dû se méfier : c'était trop beau cette idée ! Mais sans doute qu'on a un peu baissé la garde et vite détourné notre attention des problèmes qui déjà se présentaient. Notamment en 2007. Quand la fermeture anticipée de Fessenheim était envisagée par un candidat à l'élection présidentielle. Merci Madame Royal, elle n'a pas eu notre peau comme présidente, elle veut prendre sa revanche en tant que ministre !

Mars 2011, le Tsunami qui a provoqué un tremblement de terre a tué 20 000 personnes. La centrale de Fukushima a été détruite provoquant une catastrophe environnementale. Le réseau Sortir du Nucléaire, Noël Mamère, Greenpeace ont damé le pion des sismologues sur les plateaux télé. Quelle importance la science ! Le business de la peur s'acoquine si bien avec l'idéologie schizophrène des anti-nucléaires. Une bonne catastrophe ça fait vendre, et quand le nucléaire est en toile de fond, c'est du pain béni, il y a du pognon à se faire. Tant pis s'il faut pour cela détourner l'information et s'arranger avec la vérité !

Le sort de Fessenheim aurait-il changé sans Fukushima ? Pas si sûr. Comme je le disais précédemment, en 2007, alors que tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes, la menace pointée en la personne de Ségolène Royal. Candidate à l'élection présidentielle, elle faisait les yeux doux à EELV, avec Fessenheim dans la balance. C'est presque une obsession familiale ! Mais qu'est-ce qu'on leur a fait ?

Fukushima a redonné de la vigueur à une vieille idéologie, absurde comme

une défiance à l'égard du progrès quand elle devient un système, absurde comme un principe de précaution quand il devient nuisible à la curiosité ! Fukushima n'est qu'une opportunité pour les opposants au nucléaire. L'idée de rompre le consensus sur un nucléaire civil garant de l'indépendance énergétique, garant d'un coût de production maîtrisable, date de bien plus longtemps. Rappelez-vous Jospin et Voynet ! Merci à eux pour le moratoire de quinze ans qui a privé d'avenir la filière nucléaire ! Merci à eux pour avoir fait perdre à la France une avance technologique considérable avec Superphénix ! Ils ont trahi notre avenir !

En novembre 2011, la prise de conscience est brutale. Le lendemain de l'accord PS-EELV – un marchandage indigne – laisse le goût amer de la trahison. La gauche qui sacrifie les travailleurs ! Peu après, François Hollande a publié ses engagements, dont le n°41 : Fessenheim trop vieille ! Le couperet est tombé.

En mars 2012, à son siège de campagne, il fait la promesse de venir chez nous, entre les deux tours, nous rencontrer. Promesses non respectées ! Il a promis la constitution d'un groupe de travail piloté par Stéphane Le Foll pour débattre de la question de Fessenheim. Les salariés devaient y être associés. Promesse non tenue ! A quoi tient donc la dignité des salariés ? Que vaut-elle quand elle devient le jouet d'une quête du pouvoir ? Les salariés ont redressé la tête un jour de décembre 2012 ! Quand ils ont repoussé Francis Rol-Tanguy, le premier fossoyeur du nucléaire. Chargé de préparer la fermeture d'une usine qui fonctionne ! Quel culot de venir forcer le passage et d'affronter les salariés. Ce mépris est insupportable ! Notre dignité, c'est aussi la solidarité de l'ensemble des sites nucléaires. Ils sont venus nous dire le 24 janvier 2013, que nous sommes tous concernés.

Il y en a marre de ces politicards ! Il y en a marre de ces marchands de tapis verdâtres prêts à tout pour quelques voix, prêts à tout pour prendre leur part des dorures de la République ! Marre de leur cinéma hypocrite, de leurs discours culpabilisateurs, au mieux moralisateurs ! Marre de leur inquisition verte, vert de gris importée d'ailleurs ! Marre de constater combien leurs actions nuisent à ce que

leurs discours prétendent défendre, et en premier lieu à la Nature ! Mais ô combien elles profitent à un nouveau libéralisme avide de capter les subventions !

Jean-Bernard Lévy, PDG d'EDF, à la solde du gouvernement a affirmé que le choix des tranches à sacrifier s'est tourné vers Fessenheim. Pour répondre à l'article de loi sur la transition énergétique qui impose le plafonnement de la puissance installée. C'est à la radio que les salariés ont appris la nouvelle. Encore le mépris ! Le texte de loi n'est alors pas encore adopté. Il le sera la semaine suivante en deuxième lecture à l'Assemblée Nationale. Et le PDG, à la botte du gouvernement met en œuvre sa besogne.

Demain, on lui demandera ce qu'il compte faire pour répondre au deuxième article qui concerne le nucléaire : une part réduite à 50 % dans le mix électrique pour 2025. Et que répondra-t-il alors ? Il continuera son travail de sape. Comment en douter ? Il égrènera la liste des 19 tranches à mettre à l'arrêt, sans plus d'état d'âme que le 19 mai sur Europe 1, au mépris des 230 000 salariés du secteur.

Le moratoire de Jospin et Voynet a sabordé le fleuron de la Métallurgie et de la Construction. L'arrêt de Superphénix a fermé les portes de l'avenir d'une nouvelle filière. Il reste à faire tomber la production nucléaire, à démembrer EDF et Areva ! La chose est bien engagée !

Détruire n'est pas un projet d'avenir. Ce n'est pas de destruction que nous avons besoin d'ailleurs. Nous avons besoin de construire pour l'avenir, pour nos industries, nos emplois, notre pays, pour l'enjeu du climat. Cela est possible si l'intérêt général devient la priorité. Contre les petits intérêts et marchandages d'une élite qui ne mérite pas son héritage.

Alors, depuis longtemps, nous avons beaucoup parlé, beaucoup argumenté ! Depuis longtemps, nous avons beaucoup débattu, beaucoup proposé ! Depuis longtemps, nous nous essouffons à faire entendre raison ! Rappelez-vous ! Nous étions 17 000 dans les rues de Paris le 29 janvier pour dire non à cette loi sur la transition énergétique. Silence des médias ! Depuis longtemps, on nous censure ! Maintenant, il faut agir avec force et agir vite !

\*REP : Réacteur à Eau Pressurisé



### **Roland, DCNS Brest**

La DCNS de Brest connaît des soucis de compétences et de formation. Nous travaillons avec le CEA et Areva depuis des années et la situation de la deuxième nous pose question car c'est une filiale d'Areva qui fabrique les réacteurs des sous-marins et porte-avions nucléaires et nous nous demandons si elle restera sous le contrôle de l'Etat ?

Dans une logique de diversification, DCNS s'est penché sur le nucléaire avec pertes et fracas, en vendant par exemple une ingénierie qu'il ne maîtrisait plus. Un autre projet était de faire de petits réacteurs.

Nous avons beaucoup d'interrogations sur le statut du travailleur salarié de la filière nucléaire. Depuis que DCNS est devenue une entreprise privée (à capitaux d'Etat), nous voyons arriver des salariés en CDD, en intérim et même des travailleurs détachés qui ne sont pas seulement des étrangers. Il faut aussi suivre la santé au travail car nous avons des salariés exposés pour lesquels nous demandons réparation. Nous devons parler de tout cela car cela fait partie du statut des travailleurs salariés du nucléaire, qui assurent une mission de service public.

### **Philippe VERBEKE, ArcelorMittal**

En participant aux assises organisées à Cherbourg, j'ai pu constater la richesse de cette filière, qui est la troisième filière industrielle en France. Il était très intéressant de détecter les connexions entre métiers des secteurs de la Métallurgie, de la Sidérurgie, de la Construction, de la Chimie ou de l'Energie. On voit en effet bien toute la dimension métiers et filière qui traverse l'industrie du nucléaire. Il faut

donc le prendre en compte. Je pense aussi au projet d'imagerie médicale porté par les camarades de la CGT de Thales, en lien avec les besoins des hôpitaux et établissements de santé.

Concernant les fournisseurs du secteur sidérurgique, un plan social vient d'être annoncé chez Vallourec, ce qui pose la question de sa capacité à fournir la filière. Un ancien site de Manoir Industrie racheté par des investisseurs chinois vient d'être placé en liquidation judiciaire. Le dossier Alstom/General Electric pose lui aussi des questions de fond puisque la branche Energie est désormais sous dépendance américaine.

Nous sommes aussi revenus ce matin sur la question de la recherche et avons regretté un désengagement financier des grands groupes dans la recherche fondamentale. Cela pose la question du renouvellement des compétences, de la financiarisation de la filière nucléaire et du coût du capital. Je n'imaginai pas le degré d'urgence et les problématiques qui se posent dans une filière aussi importante pour notre pays et qui, finalement, est frappée des mêmes maux que les autres industries. Tout ce que nous pourrions développer pour nous mobiliser en faveur de cette filière rentre dans le cadre de cette mobilisation plus large dont nous avons besoin pour l'industrie.

### **José ANDRADE, Spie**

Eclatement d'EDF en quatre directions avec plusieurs statuts différents, baisse de la part de la production nucléaire à 50 %, privatisation de l'Hydraulique, fermeture du thermique à flamme, démantèlement d'Areva et de ses filiales, un CEA qui a peur de ne plus être en capacité d'assurer

la sûreté, une sous-traitance à 80 % manipulée par des groupes financiers tenus par des fonds de pension américains, chinois ou autres : voilà ce qui nous attend. Ces groupes n'ont qu'une logique financière, pas industrielle. Ils ne veulent que le démantèlement des acquis sociaux des salariés, au détriment de l'humain, de l'industrie, de la sûreté et de la sécurité des installations.

La CGT a toujours été porteuse de projets. La CGT a un projet : il va donc falloir que nous ayons le courage d'en parler entre nous, en oubliant son entreprise et sa fédération d'appartenance, pour savoir où nous voulons aller car sinon, nous serons tous au niveau de la sous-traitance. Il faut défendre la filière tous ensemble pour ne pas devenir des esclaves demain !

### **Stéphane LOVISA, secrétaire général de l'Ufict Métallurgie**

On voit bien le démantèlement rampant que connaît la filière nucléaire, qui risque d'avoir un impact sur la qualité du service rendu aux citoyens. Au cœur de tout cela, nous avons, à la CGT, une richesse qui n'est peut-être pas suffisamment exploitée : le rapport que chaque syndiqué entretient avec le travail qu'il fait. Or de plus en plus souvent, on « bousille » ce travail, ce qui pose problème dans tous les domaines. Les gens veulent faire du bon travail et ce sujet est d'autant plus crucial lorsqu'il s'agit de la filière nucléaire car chacun de ceux qui y travaille sait l'impact que peut avoir une erreur ou un défaut de qualité sur l'environnement ou les citoyens. Ainsi, lors d'une formation organisée par l'Ufict Métallurgie dans le Rhône voilà trois mois, des camarades qui travaillent pour une entreprise qui fabrique de la robinetterie pour le nucléaire nous ont dit que des produits qui ne répondaient pas aux normes de qualité étaient quand même déclarés bons pour le service, pour répondre à une obligation de rendement financier. Nous avons de plus en plus souvent, au sein de la CGT, cette démarche qui consiste à « interroger » le travail mais nous ne le faisons pas encore assez et je voulais y sensibiliser tous ceux présents dans cette salle. Nos collègues syndiqués et salariés ont beaucoup de chose à dire. Exploitions cette richesse pour construire des propositions alternatives et pas seulement nous opposer.

### **Serge VIDAL, EDF**

On voit bien la dégradation rampante de nos entreprises (entrée de capitaux privés dans Areva, casse du CEA, fermeture de Fessenheim) qui a de lourdes conséquences sociales et industrielles mais je voulais revenir sur le problème de notre relation avec l'Etat, qui réduit les subventions pour la recherche, exige des dividendes et édicte de mauvaises lois. Cet après-midi, nous devons travailler à nos propositions, notamment celle de la maîtrise publique, pour qu'elle soit au service de l'intérêt général et garantisse le long terme.

Nous avons beaucoup parlé du projet Grand Carénage ce matin. Je voudrais donc rappeler que rien n'est acquis sur cette question, à commencer par son financement, l'Etat exigeant des dividendes d'un niveau insoutenable pour EDF, dont l'endettement est très important du fait de ses acquisitions à l'étranger. Il y a aussi le projet de loi de transition énergétique qui prévoit de ramener en dix ans la part du nucléaire de 75 % à 50 % dans la production électrique, ce qui serait un gâchis industriel considérable. J'ajoute que même si la direction EDF se prépare à réaliser le projet Grand Carénage sur l'ensemble du parc, elle a annoncé que les choses seraient décidées tranche par tranche, ce qui dépendra des contraintes gouvernementales.

### **Yves-Marie GUILBAUD, Vallourec HET**

Vallourec réduit lui aussi la voilure pour sa R&D. Un PSE a déjà été annoncé et j'ai appris hier que mon site était sur la liste des usines à vendre. Contrairement aux années précédentes, nous ne sommes plus sûrs de travailler pour EDF. En une trentaine d'années, notre site a déjà perdu un tiers de ses emplois, ce qui a eu pour impact des fermetures de classes, de maternités, de blocs opératoires ou de services d'urgence. La démographie de notre bassin d'emploi risque elle aussi d'en souffrir car les habitants du territoire iront chercher du travail ailleurs, et nous aurons à nouveau beaucoup de fermetures de classes, en particulier au lycée technique de Montbard.

Vallourec est le plus gros employeur à Montbard. Si son usine ferme, il n'y aura plus rien. Nous sommes également inquiets pour Vallinox, qui tra-

vaille à 100 % pour la filière nucléaire, et pour notre ancienne filiale SMST, sans oublier tous les sous-traitants qui travaillent avec ces entreprises.

### **Thomas PLANCOT, Centrale de production nucléaire de Saint-Laurent**

Les salariés en ont marre des appels à la grève sporadiques bien souvent sans résultat. Certes, nous devons réfléchir au moment et lieu opportuns pour lancer des actions mais nous devons de prendre en considération cette réalité : le ras-le-bol des grèves. Continuer dans des manifestations au compte-gouttes qui n'aboutissent pas décourage les salariés, les pousse au fatalisme et à ses travers dangereux. La loi NOME, la loi de transition énergétique, l'arrivée du Tafta : tout nous pousse à réagir fortement. Alors faisons-le ! Comme l'a dit un camarade dans le film introductif à ce débat, il ne faut pas sortir de ces Assises avec un simple document ou une journée, voire une heure de grève.

Avec la conférence climatique de décembre, nous avons l'opportunité de lancer un mouvement digne de ce nom. Lançons, par exemple, une ou deux semaines avant le début de cette conférence une grève généralisée dans toutes nos entreprises, tous en commun, tous au même moment. D'ici à décembre, cela nous laisse du temps pour informer les salariés des différents enjeux dans chacune de nos entreprises. Rassemblons, fédérons l'action à Paris lors de l'ouverture de cette conférence. On se plaint à juste titre du manque de médiatisation de nos actions. Or il y aura des médias à cette conférence et si nous sommes présents en masse, cela se verra et nous pourrons alors porter nos revendications.

Arrêtons d'avoir peur du « flop ». Le courage est contagieux. Montrons à une toute petite personne que lorsqu'il y a une grève dans ce pays, cela se voit. Portons nos revendications avec des actions dignes de ce nom et si le fameux « flop » tant craint arrive, nous n'aurions pas à rougir car nous aurions fait le « taf ».

### **De la salle**

Le libéralisme n'a pas de frontières et considère, comme pour la sidérurgie, que le nucléaire peut être fabriqué hors du territoire français. Peut-on

d'ailleurs encore parler de « filière » nucléaire ? Le CEA est attaqué de partout, la formation se délite, la R&D est en diminution, la production et le retraitement sont en difficulté, le démantèlement est sur le point d'être confié à des grands groupes privés... C'est en fait toute la filière qui est à reconstruire. La question est de savoir de quelle industrie nous voulons demain en France ? Sans nucléaire, il n'y aura en effet plus d'industrie en France mais uniquement des services.

Aujourd'hui, dans tous les secteurs du nucléaire, la sous-traitance détient des savoirs que l'on nous a fait abandonner. A mon sens, le statut – même s'il faudrait peut-être le revoir – est indispensable aux salariés de la filière pour qu'ils s'y sentent impliqués.

Je voudrais également souligner l'impact de cette filière sur nos territoires, ne serait-ce qu'à travers les emplois – directs et indirects – qui y sont créés. Il faut donc travailler à des convergences non seulement entre nous mais aussi avec les salariés de nos territoires. Un camarade a parlé d'une action commune sur tous nos sites, ce qui me semble indispensable. Il nous faut une journée d'action nationale sur tous nos sites car la situation actuelle est trop grave.

### **Marc AMOUREUX, Velan**

La notion de « filière industrielle du nucléaire » est importante. Notre directeur général, par exemple, s'inquiète de la situation d'Areva et EDF et pense que cela aura des conséquences sur notre activité. Mais une synergie doit aussi s'instaurer entre les salariés d'EDF, d'Areva, de la Métallurgie, qui souffrent aujourd'hui d'un





manque de communication. Nous devons discuter entre nous des projets de nos entreprises (Grand Carénage, EPR de Flamanville...), des interconnexions entre salariés de la Métallurgie et salariés de l'Energie, regarder les conditions de travail sur nos sites, etc. Voilà un peu moins d'un an, juste après le congrès de la Fédération de la Métallurgie, j'ai reçu un projet très intéressant ; il serait bon que nous puissions y revenir car nous avons les moyens de le développer.

#### **Patrice THEROND, EDF**

Depuis ce matin, nous entendons beaucoup parler de la « casse » de certaines entreprises, voire de la filière toute entière, mais je ne suis pas persuadé que cela corresponde à la réalité, même s'il y a des réorganisations et des plans sociaux. Je pense qu'il s'agit plutôt d'une réorientation et d'un changement de logique. Auparavant, la filière nucléaire était nationale et publique mais nous sommes en train de passer à une logique différente, une logique privée, comme n'importe quelle autre filière industrielle. Il y a en effet beaucoup d'argent à gagner dans cette filière. Il ne faut donc pas se tromper sur le diagnostic car sinon, nous aurons du mal à donner des perspectives aux salariés.

La situation de la filière est grave mais pas désespérée. Cette filière a un avenir puisque des investissements colossaux sont prévus dans les années à venir. Elle a des potentialités sur lesquelles nous devons nous appuyer pour construire quelque chose. Beaucoup de projets de construction sont prévus en France et à l'international. Quels projets devons-nous porter pour faire en sorte qu'ils se traduisent

par des investissements en France ? Je ne pense pas que l'on soit en train de casser la filière en France. On veut seulement la réorganiser et changer son leadership, dans l'idée de la rendre plus efficace pour faire plus de profit. Cela offre donc à la CGT des opportunités pour porter quelque chose qui donnera des perspectives aux salariés.

#### **Bruno BLANCHON**

Il faut bien avoir à l'esprit que le degré d'urgence n'est pas le même selon les entreprises. Celui des entreprises de la Métallurgie qui risquent d'être délocalisées n'est pas le même que celui des électriciens. En revanche, il y a bien une casse de l'outil industriel en France. Et s'« ils » veulent rendre la filière plus efficace pour faire plus de profit, cette logique a aussi ses limites, comme l'a montré la catastrophe de Fukushima. Elle se heurte à la spécificité de la filière nucléaire, à savoir les contraintes de sûreté et notre devoir vis-à-vis de la population. Cette recherche d'efficacité risque donc de nuire à l'existence même de cette filière.

#### **De la salle**

Le rachat des activités énergétiques d'Alstom par General Electric a défrayé la chronique ces derniers temps. Le témoignage que je peux apporter ce matin, c'est qu'il y a du travail mais que nous ne savons pas par qui il sera fait. Le marché des turbines à gaz est porteur puisqu'il faudra fournir 86 GW sur les cinq prochaines années mais nos clients veulent que leur kW leur coûte le moins cher possible. Il faut donc multiplier les « artifices » pour être le moins cher et le plus rentable possible. Or si les salariés savent fabriquer des produits de qualité, encore faut-il qu'on leur en donne les moyens. Quand on sait par exemple que General Electric réalise une marge bénéficiaire de 17% contre 8% pour les activités d'Alstom concernées par le rachat, cela pose la question des conséquences de cette logique sur la filière nucléaire française, l'emploi, la qualité, les conditions de vie et de travail.

Je considère que les entreprises appartiennent aux travailleurs et que la filière nucléaire devrait être regroupée au sein d'un pôle public. Nous devons donc commencer à nous organiser, dans la perspective de la future confé-

rence sur le climat, et demander des comptes à nos politiques. Nous devons peser dans le débat car il en va de l'intérêt de la Nation, des travailleurs, de la formation et de l'emploi. Il y a des initiatives à prendre d'ici là fin de l'année et le syndicat de General Electric Belfort est prêt à s'y inscrire.

#### **Maxime VILLOTA, EDF**

Je voudrais simplement préciser que le projet grand Carénage est évalué à plus de 50 milliards et a pour objectif de porter la durée de fonctionnement des installations actuelles à 50, voire 60 ans. Il coûtera un peu moins d'un milliard par réacteur puisqu'on en compte 58 en France et constituera une ressource certaine pour EDF. Il faut également savoir que pour la période 2015 à 2030, EDF a déjà prévu pour 90 milliards de projets neufs. Quand on y ajoute les 180 milliards déjà mis sur la table pour le patrimoine actuel, on voit que nous aurons beaucoup à faire. A lui seul le projet Grand Carénage prévoira 10 milliards de travaux post-Fukushima, 20 milliards pour les visites décennales et 15 milliards pour les gros composants mais encore faudra-t-il que ce soient les usines du territoire français qui soient sollicitées pour les fabriquer. Il faut donc traiter ces questions de fond.

#### **Philippe MARTINEZ, secrétaire général de la CGT**

Je tenais à être présent parmi vous aujourd'hui pour saluer les initiatives qui ont eu lieu ces dernières semaines autour de la filière nucléaire et qu'il convient de multiplier. Ces Assises doivent servir à mettre en évidence la diversité de cette filière. Beaucoup d'enjeux sont posés autour du nucléaire, en particulier les enjeux médicaux, qui nous permettent de travailler sur l'ensemble des possibilités existantes dans ce secteur. De ce point de vue, il y a eu des luttes pour l'emploi victorieuses et il me semble qu'elles méritent d'être soulignées.

Autre exemple dont on parle peu : les applications militaires. Nous avons besoin que la CGT soit un peu plus audible sur ce point, dans un monde où les questions de paix et de désarmement n'ont pas beaucoup de place dans le débat.

Trop souvent, nous ne sommes pas assez précis sur ce qu'est une filière : nombre et types d'emplois concernés,

diversité des entreprises, etc. Travailler à un tel document me semble nécessaire pour que les salariés soient bien conscients de ce qu'est une filière industrielle. Cela permettra d'avoir des débats les plus sereins possible et de pouvoir les porter dans le pays car beaucoup de choses se disent autour de l'énergie nucléaire – et parfois n'importe quoi.

Cela est aussi valable au sein de notre organisation car la CGT n'est pas en dehors de la vie. Les débats sur la question de l'énergie nucléaire existent donc aussi dans notre organisation. Dans cette période préalable à notre congrès où l'on parle beaucoup de la culture du débat, il faut que chacun puisse exprimer son opinion et que les idées se confrontent pour que nous puissions aboutir à des décisions collectives qui nous rassemblent.

Je souhaiterais aborder plus particulièrement deux questions. La première est « comment partir des besoins des salariés et de la population ? ». Les statistiques montrent qu'il y a de plus en plus de précarité en matière d'énergie, en France comme dans le reste du Monde. Voici quelques mois, j'ai participé à Grenoble à un débat sur le thème « la croissance est-elle la solution ? ». Un des intervenants estimait que nous consommions trop et que nous vivions dans l'opulence mais je ne suis pas sûr que tout le monde soit de cet avis. Il me semble donc essentiel d'insister sur la question de la précarité énergétique et de la satisfaction des besoins.

La deuxième question est celle du travail, qui n'est pas seulement un terme générique. Quand on parle d'énergie nucléaire, la question des savoir-faire, de la recherche et des investissements est essentielle. De ce point de vue, nous avons des progrès à faire pour que cette question soit au cœur de l'ensemble de nos débats.

Ces problèmes sont généraux à l'ensemble de l'industrie. Il y a, dans toute industrie, des problématiques liées aux savoir-faire, aux métiers, à la place des salariés dans l'organisation du travail, à la démocratie dans l'entreprise mais elles sont encore plus fortes dans le nucléaire car ce n'est pas une industrie comme les autres. Cela pose aussi la question de la place des entreprises publiques dans notre pays. Sur ce point, la CGT doit rappeler de manière plus forte et plus cohérente la nécessité d'entreprises industrielles

publiques dans notre pays. Autour de l'idée d'entreprise publique, nous défendons, face à la logique de profit, l'idée que l'énergie est un bien public.

Troisième aspect : la réforme territoriale, qui ne concerne pas seulement les fonctionnaires. Tout le monde doit s'en occuper car elle va accroître les inégalités entre territoires et aura des incidences en matière de transports et d'énergie. Nous pourrions en effet avoir demain des prix différents selon les régions, ce qui irait à l'encontre de l'intérêt général et de la cohésion territoriale.

Quatrième point : les questions environnementales qui, contrairement à ce que pensent certains, nous intéressent. Nous avons besoin, à l'occasion de la COP 21, que la CGT soit présente sur les questions d'énergie, pour réaffirmer notre attachement à l'environnement et faire entendre nos propositions. La Fédération des Mines et de l'Énergie a fait un excellent document sur la transition énergétique et je suis assez surpris, lorsque je me rends dans les territoires, de ne pas le voir plus souvent sur les tables des congressistes. Il faut pourtant que nous soyons offensifs sur cette question pour laquelle nous avons plein de propositions et dont nous devons discuter, par exemple, avec la jeunesse.

Autre question : l'avenir d'Areva. La CGT est force de proposition et les salariés se mobilisent. La question qui nous est posée est de savoir comment rendre les propositions de la CGT lisibles, en particulier sur les questions urgentes de financement. Nous avons aussi besoin de convergence. Ne résumons pas le débat sur l'énergie à l'avenir d'EDF et Areva. Une filière, c'est en effet beaucoup d'entreprises et de salariés. Les propositions de la CGT doivent donc devenir l'affaire de tous, ce qui suppose que l'on y intègre les enjeux de l'ensemble des entreprises de la filière. Dans ce domaine

comme dans d'autres, nous sommes fiers d'être à contre-courant des propositions du Medef et du gouvernement.

Dernier point : la place des salariés de la sous-traitance. Il est essentiel de prendre en compte la diversité des situations des salariés qui travaillent dans la filière nucléaire. De ce point de vue, il faut une autre qualité d'écoute au sein de la CGT, malgré l'urgence de certaines situations – que personne ne nie. Mais si nous voulons travailler de façon convergente, il faut que ce que nous disons rassemble. J'ai signé le document portant sur le statut des salariés des centrales, notamment les salariés in situ. Il faut que ce document vive, en prenant en compte des salariés dont l'entreprise ne travaille pas essentiellement pour la filière nucléaire. Il faut prendre en compte la diversité des statuts et des accords d'entreprise pour éviter les divisions. Je pense donc que nous avons besoin de continuer à travailler sur ce document, qui pourra être finalisé assez rapidement si nous ne restons pas « assis » sur notre opinion. J'ai entendu la détresse des salariés qui travaillent en permanence dans des centrales nucléaires avec le statut d'une autre entreprise. Si nous voulons une CGT rassembleuse, il faut que nous ayons un document qui rassemble vraiment l'ensemble des salariés de la filière.

Nous avons besoin d'être plus insistants sur la nécessité d'un débat national sur la question de l'énergie en général et du nucléaire en particulier. La demande en a été faite de vive voix au Président de la République. Nous avons en effet besoin que les salariés d'Areva, leurs syndicats et leurs fédérations puissent s'expliquer, qu'il y ait une phase de concertation – c'est-à-dire de mobilisation pour nous – plus large et que l'on ne traite pas une question aussi essentielle, comme les autres.





## 2<sup>ÈME</sup> TABLE RONDE : AXES REVENDICATIFS

Animée par Bernard Devert (FTM)

### Participaient à la table ronde :

- Laurent ROUSSEL
- Denis DURAND
- Lionel LEROGERAU
- Virginie NEUMAYER
- Marie-Claire CAILLETAUD

Beaucoup des interventions de ce matin ont montré que nous étions face à une recomposition de la filière nucléaire. Il s'agit d'une filière importante, la troisième de France, qui répond à des besoins. Ce matin, nous avons parlé de la recherche, des compétences, des savoir-faire et de l'emploi dans nos entreprises, qui sont bien souvent en sous-effectif et dont un tiers des salariés a plus de 50 ans. Une autre question est celle des capacités de production en France. Produire en France nous paraît essentiel pour conserver et maîtriser la technologie. Nous avons aussi posé la question de la démocratie et de la maîtrise publique, du statut des salariés, de la revalorisation du travail, du financement et de la responsabilité de l'Etat en tant qu'actionnaire principal et acteur majeur de la recomposition de la filière.

#### **Marie-Claire CAILLETAUD, FNME**

Il faut réaffirmer le fait que la filière nucléaire a de l'avenir. Il faut que nous en soyons convaincus nous-mêmes et que toute la CGT partage cette idée. Si nous affirmons cela, c'est parce que nous pensons que l'énergie est nécessaire au développement humain. Or le droit à l'énergie est loin d'être acquis puisque 2 milliards de personnes dans le Monde n'ont pas accès à l'électricité. Cela signifie que malgré tous nos efforts d'efficacité énergétique, il va falloir produire plus d'énergie au niveau mondial, dans un contexte de réchauffement climatique. C'est pour cela qu'il est impératif, si nous voulons répondre aux enjeux des années à venir, de limiter les émissions de gaz à effet de serre.

Qu'est-ce que cela signifie pour la France ? Il faudra répondre aux besoins en énergie d'une population en augmentation et d'un pays qui a besoin de se réindustrialiser. Il faudra aussi produire de l'électricité pour répondre aux besoins des nouvelles technologies et pour permettre les transferts d'usage (par exemple du pétrole vers l'électricité dans les transports). Cela nécessite de laisser une place dans le mix énergétique de la France à une énergie qui n'émet pas de gaz à effet de serre. La France ne peut donc pas se passer d'une filière nucléaire pour répondre à ses besoins et aux enjeux du réchauffement climatique.

Il faut porter ce débat, y compris au sein de la CGT car avec la Cop 21, l'espace médiatique va être saturé de fausses bonnes solutions, selon lesquelles tous les besoins pourraient être satisfaits grâce à des productions locales. Nous devons donc mener une bataille d'idées sur ce thème.

Si nous estimons que la filière nucléaire a de l'avenir, il faut alors définir avec quel appareil industriel, quels salariés, quelle convention collective, quelle formation et quels moyens financiers. C'est là que nous devons construire un projet CGT crédible. Cela veut également dire qu'il faut prendre des décisions et lancer des projets industriels mais le gouvernement ne cherche qu'à renflouer Areva pour les deux prochaines années sans mettre la main à la poche. Nous avons besoin de connaître la vision industrielle de notre pays pour la filière nucléaire pour les 30 à 40 prochaines années. Il va falloir allonger la durée de vie de certaines tranches nucléaires, introduire progressive-

ment des réacteurs de la génération suivante, financer la recherche pour parvenir à un réacteur qui permettra de régler la question des déchets. Voilà ce que devrait être notre vision industrielle – c'est du moins celle sur laquelle nous travaillons ensemble à la CGT.

Si l'on se place dans cette perspective, il y a des décisions à prendre tout de suite, qui auront un impact sur toutes les entreprises de la filière. Or leurs salariés ne se connaissent pas et ne réalisent pas toujours qu'ils appartiennent à une même filière. Les rassembler leur permet de mieux comprendre le sens de leur travail et de construire un projet ensemble. C'est ce que nous devons faire ensemble cet après-midi, afin de consolider le projet de la CGT pour la filière nucléaire et d'amorcer des mobilisations pour nous faire entendre à la rentrée.

#### **Jean BARRA**

La filière nucléaire, ce n'est pas seulement de l'argent ; ce sont aussi des produits : cuves, câbles, robinets... Il y aura du travail dans le secteur énergétique dans les années à venir. Il y aura donc besoin de matériel. Sera-t-il fabriqué en France ou ailleurs ? Allons-nous concevoir les centrales en fonction de ce que nous serons capables de fabriquer ou d'acheter ? Pour prendre l'exemple de l'EPR, il n'existe qu'une seule forge au Monde, située au Japon, capable de fabriquer l'une de ses pièces. Que se passera-t-il si un séisme tel que celui de Fukushima se reproduit ? Si l'on veut parler d'avenir de la filière nucléaire, il faut dessiner des tranches que nous serons capables de fabriquer avec

des cuves fabriquées au Creusot, des robinets fabriqués par Velan, des tubes fabriqués par Vallourec, etc.

### De la salle

Je travaille pour un département «Economie et fonctionnement des systèmes énergétiques» dont l'un des projets vise à augmenter le taux de pénétration de l'énergie décentralisée dans le parc français. Or on considère que dans les systèmes insulaires, il est dangereux de dépasser un taux de 30 % de production décentralisée.

Le nucléaire reste une énergie centralisée, avec un réseau de transport dimensionné pour lui. Comme l'électricité ne peut pas être stockée, il faut maintenir un équilibre entre production et consommation. Nous pourrions donc peut-être mettre en avant l'argument que la filière de production décentralisée n'est pas encore assez mûre et ne permettrait pas de faire face à un événement significatif.

Nous avons un système de production centralisée assez robuste. Si l'on s'intéresse davantage à la filière de production décentralisée qu'à la filière centralisée, il y aura peut-être des risques pour la sécurité du système électrique.

### Laurent ERREGA

Nous sommes beaucoup dans le constat mais avons du mal à définir la démarche syndicale à mettre en œuvre pour gagner de nouveaux droits pour les salariés. Je doute donc de notre capacité à faire converger et à coordonner nos luttes sur une base revendicative commune, en lien avec les salariés qui auraient un niveau de conscience syndicale suffisant pour suivre la CGT. J'ai également du mal avec le concept de MSTs porté par la CGT, que nous avons énormément de mal à rendre tangible pour les salariés. Il pourrait donc être intéressant d'avoir à l'avenir, dans le cadre du MSTs, des revendications phares sur lesquelles nous pourrions organiser une convergence revendicative avec les salariés.

### Alain BOURNAS, CNPE du Bugey

Je pense que nous avons besoin d'éléments pour aller au contact des salariés et du public et leur expliquer ce qui se passe en Allemagne. Un Allemand émet en effet dix tonnes de

CO2 par an (contre six tonnes pour un Français) et ce chiffre est en augmentation depuis l'arrêt du nucléaire dans ce pays. Il faut le faire savoir et rappeler que l'objectif de la Cop 21 sera bien la diminution des émissions de gaz à effet de serre. Il faut aussi parler du dumping environnemental, qui consiste à produire du matériel destiné aux centrales nucléaires dans des pays qui n'ont pas les mêmes contraintes environnementales ou salariales.

Il faudra aussi que nous discussions du soutien de la Confédération. Nous avons besoin de la Confédération et de toutes ses structures pour soutenir le projet de la FNME. Si nous n'avons pas tous la même position sur le nucléaire au sein de notre organisation, comment pourrions-nous en expliquer aux citoyens l'intérêt pour la France ? Nous avons besoin que la Confédération se positionne clairement sur ce projet pour que nous soyons tous sur la même longueur d'ondes et défendions non seulement le nucléaire mais toutes les IEG.

### Fabrice CHIRAT, General Electric

Concernant la santé et la sécurité des salariés, nous avons initié à Belfort un débat public avec des cheminots, des camarades d'Alstom et dans les prochaines semaines, des camarades d'EDF. Des initiatives seront lancées dans les semaines à venir, à travers des informations syndicales, pour amplifier ce débat et j'invite chacun à en faire de même dans sa région. Quel plan d'action, quel rapport de force serons-nous capables de mettre en œuvre pour qu'une prévention primaire digne de ce nom soit appliquée dans les entreprises et pour que les salariés usés par leurs conditions de

travail bénéficient d'une réparation ? Que mettons-nous en place pour donner confiance et mobiliser nos camarades sur ces questions ? Quelle est par ailleurs la position de la CGT sur le stockage et le traitement des déchets nucléaires ?

### De la salle

On ne peut pas raisonner sur le nucléaire du futur à périmètre constant des connaissances. Et quelle que soit la politique qui sera suivie, nous savons très bien qu'il continuera à avoir des centrales et qu'il faudra remplacer les tranches actuelles, mais nous ne pouvons pas faire cela sans un certain niveau d'innovation. Si nous faisons la même chose que les pays émergents, nous allons nous retrouver dans une concurrence assez néfaste pour notre industrie. C'est donc l'assemblage de la recherche et du développement industriel qui permet de se positionner par rapport à cela.

Au CEA, nos adhérents ne sont pas tous des nucléocrates. Nous avons des chercheurs qui travaillent sur les sciences du vivant ou sur les énergies renouvelables et qui se sont engagés sur ces axes de recherche par conviction. Au sein de la CGT, l'approche de la question nucléaire est de plus en plus diversifiée. Nous avons particulièrement apprécié l'approche initiale qui consiste à dire que le nucléaire répond aux besoins et si la filière est bousculée, il ne faut pas se replier de façon trop dogmatique. En effet, certains de nos camarades ne se retrouvent pas dans la manière dont cette question est présentée.

Il est cependant vrai que notre modèle économique, qui s'appuie sur un retour sur investissement de long terme, est bousculé. Au CEA par exemple, on





nous encourage plutôt à faire de la recherche sur l'assainissement et le démantèlement que sur la quatrième génération de réacteurs. Nous sommes donc en difficulté par rapport à cela et c'est par cette question qu'il faut aborder ce sujet, plutôt qu'en disant qu'il n'y aura pas de salut pour l'énergie hors le nucléaire.

#### **Bernard DEVERT**

Quel avenir pour notre filière ? Quels axes pouvons-nous tracer ensemble dans les mois à venir ? Comment définir un projet industriel qui concerne l'ensemble des salariés de la filière et pas seulement certains ? Ce sont des questions lourdes auxquelles nous allons devoir réfléchir au plus près des bassins d'emploi. Cet exercice n'est pas facile. Concentrons-nous donc sur l'essentiel de ce dont nous avons besoin pour travailler ensemble dans les mois à venir.

#### **Alain BOURNAS**

La FNME a un projet, qui consiste à créer un pôle public et à réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, mais je n'ai pas l'impression que tous les militants de la filière nucléaire le connaissent. Il serait donc bon que les camarades de la Métallurgie et du Bâtiment le voient.

#### **Daniel LONGO, Areva**

Je voudrais parler des salariés de la sous-traitance. L'un des slogans de cette journée est « la filière nucléaire a de l'avenir », mais avant de parler d'avenir, je veux que l'on répare la catastrophe actuellement en cours parmi les salariés de la sous-traitance. Il nous est par exemple impossible de voir un médecin du travail pour refaire

nos habilitations. Devrons-nous nous tourner vers la médecine générale, au risque de connaître le même problème qu'avec l'amiante ?

Je voudrais aussi évoquer la surveillance d'EDF, qui conduit les salariés à ne plus vouloir travailler, à raison d'amendes de 500 euros pour ne pas avoir mis son casque ou ses lunettes.

La semaine dernière, sur le site de Saint-Alban, on nous a annoncé que les futurs arrêts de tranche dureraient moins de 10 heures. Est-ce cela l'avenir du nucléaire ? Il faudrait monter un collectif des prestataires pour qu'ils s'entraident mutuellement.

#### **Bernard DEVERT**

Le patronat et le gouvernement ont une lourde responsabilité dans la précarisation et la mise en concurrence des salariés, et ce dans toutes les filières. Dans la filière nucléaire, 80 % des sous-traitants sont exposés à des rayonnements, ce qui est scandaleux. Il faut que les sous-traitants travaillent dans les mêmes conditions que les salariés sous statut, bénéficient des mêmes garanties et du même suivi médical. Cet axe doit être défendu à tous les niveaux, pas seulement par la Confédération.

#### **Marie-Claire CAILLETAUD**

Quel avenir, quel outil industriel, quels salariés, quelles conditions de travail, quelles formations, quels financements pour la filière nucléaire ? Nous sommes ici pour parler de tout cela car quand il n'y aura plus de filière nucléaire, il n'y aura plus de sous-traitant non plus et avec ce qui est train de se mettre en place, ce sont les

intérimaires qui vont être remerciés tout de suite. Nous devons parler de tout, avoir un projet cohérent qui ne laisse rien de côté : les salariés, leurs conventions collectives, leur formation, le financement, etc. Nous avons des propositions à faire sur ces différents sujets et nous sommes là pour construire ensemble. Ne nous opposons pas et construisons ensemble un projet cohérent dans toutes ses dimensions.

#### **Dominique GHALEB, CEA**

Il faut bien avoir conscience qu'il n'y a pas de filière industrielle performante sans développement ambitieux des composantes de l'enseignement supérieur et de la recherche. Dans ce domaine, la situation est loin d'être brillante et nous avons des revendications importantes. Il faut d'abord gagner la bataille du financement de la recherche. Il faut aussi bien avoir en tête que la recherche est un continuum difficile à dissocier. Pour être fertiles, l'innovation et la R&D ont besoin d'être arrosés en permanence par une recherche amont. Un des moyens de se situer dans cette logique est de militer pour que l'effort global de recherche de la France soit plus important. A l'heure actuelle, il se situe à 2,25 % du PIB et le collectif confédéral de la recherche et de l'enseignement supérieur pousse pour qu'il soit porté à au moins 3 %.

Cet accroissement doit impérativement passer par une augmentation notable des financements pérennes et de l'emploi scientifique, ainsi que par des investissements privés bien plus conséquents. Il faut aussi que les aides publiques versées aux entreprises soient utilisées différemment et que prenne fin le crédit impôt recherche qui est en grande partie utilisé pour réduire le coût du travail et développer la financiarisation plutôt que la recherche.

La fédération des Mines et de l'Énergie a elle aussi créé un groupe de travail consacré à la recherche dont les travaux ont abouti aux recommandations suivantes : augmenter notablement les financements publics dans le secteur de l'énergie et consacrer une part plus importante du chiffre d'affaires des industriels du domaine à la recherche.



Le deuxième thème de bataille, c'est l'intervention des salariés dans la stratégie et l'organisation du secteur de l'énergie, où la coopération est beaucoup plus efficace que la concurrence. Il nous faut aussi défendre le secteur public comme un outil essentiel de la politique nationale de recherche. La défense du CEA est donc cruciale. Il nous faut aussi gagner des droits nouveaux pour les salariés, pour leur donner la possibilité d'intervenir réellement sur les choix stratégiques et l'organisation des organismes publics comme les entreprises. Enfin, il faut privilégier les structures de coopération pérennes, dans lesquelles la démocratie peut s'exercer, plutôt que les montages opaques dont le seul objectif est la rentabilité à court terme.

#### **Laurent ROUSSEL, Areva**

J'ai participé la semaine dernière à une formation au soudage et mon maître de stage m'a dit que pour faire un bon soudeur, il fallait dix ans. Or aujourd'hui, chez Areva, on mesure la qualité d'un chaudronnier à la quantité de métal qu'il est capable de déposer sur une pièce en une heure. C'est un bon exemple du management « par l'indicateur », qui se traduit par une pression sur les temps et des critères de rentabilité financière. C'est aussi cette exigence de rentabilité qui pousse à ne pas réaliser d'investissement. Or ce manque d'investissement donne ensuite un prétexte au transfert de technologies, notamment vers la Chine, dont les fabricants sont en train de fabriquer les composants d'une centrale nucléaire qui sera construite hors des frontières chinoises sous le label Areva.

C'est aussi ce manque d'investissement, ainsi que la frilosité du gouvernement, qui fait qu'une bonne partie de la production du projet Hinckley Point ne sera pas faite en France. C'est cette logique que veut accentuer le gouvernement, en annonçant notamment le dépeçage d'Areva et la création d'un « champion » du nucléaire pour « chasser en meute ». Mais s'il s'intéresse à l'export, il ne parle pas de la réponse aux besoins de notre pays.

Ce même gouvernement enfonce le clou en déclarant que la filière est en suremplei. Il a dit vouloir refonder la

filière mais il a déjà commencé. Il y a donc urgence car Areva, est le « cheval de Troie » qui permettra de faire imploser la filière. En Saône-et-Loire, on nous disait voilà quelques mois qu'il y avait besoin de 5 000 emplois dans la filière. Aujourd'hui, on parle de suremplei et des dispositifs sont mis en place pour former les salariés du nucléaire aux métiers d'autres filières. L'enjeu va au-delà des annonces de suppression de postes chez Areva. Pour notre filière comme pour toute l'industrie, il est d'échapper à sa captation par la finance, sous peine de créer de nouvelles friches industrielles. Or nous ne pourrions pas réindustrialiser notre pays sur des friches. Comme le disait Jean-Christophe Le Duigou récemment dans L'Humanité, « aujourd'hui, quand la France perd pied dans une filière technologique déterminée, c'est définitif ; elle n'y reviendra pas ». Je pense que ce risque existe pour la filière nucléaire et qu'il ne faut pas le sous-estimer.

Malgré tout, nous avons encore des atouts industriels de qualité mais nous sommes à un tournant. C'est maintenant qu'il faut agir pour l'avenir industriel de nos sites. C'est maintenant qu'il faut investir, renforcer le lien entre sites de production et ingénieries, donner des moyens à la recherche et procéder à des recrutements.

Parmi les projets que nous pourrions lancer, nous pourrions partir de choses très concrètes. Ces assises ont montré que nous pouvions débattre entre fédérations. Il existe donc des potentialités sur les bassins d'emploi, en rassemblant tous les acteurs de la filière autour de projets industriels alternatifs.

#### **Bernard GRAND, Métallurgie Rhône-Alpes**

Certains métallos travaillent beaucoup pour la filière nucléaire. En Rhône-Alpes, nous avons donc imaginé de travailler à l'échelle de la filière, mais il faudrait absolument décentraliser ces Assises pour que les camarades des Métaux qui travaillent pour la filière nucléaire prennent conscience de lui appartenir. Aujourd'hui, si l'on dit aux métallos qu'une journée d'action est organisée pour défendre la filière nucléaire, je ne suis pas sûr que nous arriverons à les faire sortir de leur boîte.

#### **Yves ADELIN, FNME**

Sur les 120 000 salariés qui interviennent directement sur les installations nucléaires de base, environ 40 000 sont des sous-traitants. Ils doivent obtenir une habilitation médicale DATR, une habilitation Sûreté nucléaire, une habilitation radioprotection, un agrément préfectoral et l'Etat leur impose maintenant un passeport des compétences, le tout pour un salaire de 1 200 euros par mois. Il y a de la sous-traitance dans d'autres secteurs, par exemple dans la sécurité aéroportuaire, mais le niveau de contrainte et d'exigence n'est pas aussi élevé. Aucun métier n'impose autant de contraintes à ces salariés qui reçoivent 80 % des rayonnements. Cette question « prend les tripes ». Ainsi, le 15 juin dernier, un salarié de 35 ans s'est tué sur la route alors qu'il était en déplacement depuis plus de dix jours et cela arrive régulièrement dans cette population.

Dans le projet qui a été évoqué par certains, nous avons proposé une Sécurité sociale professionnelle pour





tous les salariés du nucléaire. Ainsi, s'il y a défaillance d'un donneur d'ordres ou d'une société sous-traitante, c'est l'ensemble de la collectivité qui le suppléera. L'une des forces de ce projet, c'est que c'est la première fois que nous avons mis en place une communauté d'intérêts des salariés de la filière nucléaire.

#### **Dominique LAUNAY, UIT**

Le secteur des transports, deuxième consommateur d'énergie et premier émetteur de gaz à effet de serre, est très impacté par les enjeux environnementaux. C'est dans ce cadre que nous avons participé aux débats préalables à la loi sur la transition énergétique. Nous en avons conclu que cette loi ne pouvait pas nous convenir car elle concerne davantage la transition électrique qu'énergétique et que le secteur des transports en est absent. On voit donc bien que l'objectif recherché à travers cette loi n'est pas de répondre aux enjeux climatiques mais de déréglementer l'ensemble des services publics, dont la filière nucléaire. Nous avons ensuite travaillé sur les convergences possibles avec le secteur de l'Industrie, ce qui nous avait amené à publier une brochure dans laquelle nous invitons les salariés des transports à défendre des filières industrielles.

Aujourd'hui, on est en train de démanteler les grands services publics en réseau (électricité, transports, etc.) ce qui va fragiliser l'accès de nos citoyens à l'énergie, en particulier l'électricité, dont les coûts risquent d'être réévalués. Travailler sur la notion de filières industrielles a donc un sens car le transport ferroviaire, l'énergie ou la construction, qui relèvent de l'in-

térêt général, doivent revenir dans le giron du service public, ce qui nécessite d'avoir une industrie qui réponde à leurs besoins. Sur la base du travail réalisé, nous avons organisé une mobilisation le 4 novembre dernier avec des salariés des transports et de l'Énergie. Nous avons manifesté ensemble le 29 janvier et nous préparons pour la rentrée une nouvelle action commune. Nous devons montrer que la CGT est à l'initiative et qu'elle est porteuse de revendications, l'idée étant de déboucher sur une action nationale avant la Cop 21.

#### **Régis, SPIE**

Depuis ce matin, vous nous avez parlé de combat, de revendications et d'accords. En contrepartie, vous nous avez écoutés mais nous avez-vous entendus ? Voici plusieurs mois, les différentes fédérations ont approuvé un projet d'accord collectif inter-entreprises. Que devons-nous en faire ? Les sous-traitants le demandent. La maison est en feu mais pendant ce temps, nous ne faisons rien.

#### **Virginie NEUMAYER, CNPE Tricastin**

Si nous avons pu réussir une initiative comme celle d'aujourd'hui, c'est bien en mettant en commun les enjeux et c'est grâce à cette coordination que nous avancerons. Nous avons vraiment besoin de décentraliser ces assises en les adaptant aux particularités de chaque bassin d'emploi. J'invite donc les camarades à prendre contact avec les comités régionaux afin d'y travailler.

Nous avons développé un concept de Pôle public de l'Énergie" mais nous avons du mal à nous l'approprier. Nous avons pourtant besoin d'un objectif cohérent pour l'ensemble de la

filrière. Nous avons aussi besoin de nous appuyer sur un rapport de forces durable et ancré dans les entreprises. Pour ce faire, nous devons nous appuyer sur deux leviers : la démocratie sociale dans les entreprises et la transparence. Nous avons également besoin de travailler deux choses :

- la réappropriation par les salariés de leur outil de travail d'une part, des projets industriels de leur entreprise d'autre part.

- la transparence des éléments auprès des populations et de leurs représentants institutionnels.

Sur cette question, j'ai assisté, ces dernières années, à un excès de communication de la part des directions d'EDF et d'Areva qui a étouffé les alertes lancées par les salariés. La sûreté est en effet un objet de revendication qui ne peut pas être instrumentalisé. Nous avons donc besoin d'être porteurs de cet objectif pour garantir la transparence des informations données à la population.

Concernant le projet Grand Carénage, il prévoit 55 milliards d'euros d'investissements mais rien ne dit que ceux-ci se traduiront par des emplois et des commandes pour les industries présentes sur notre territoire. Rien n'est acquis et nous aurons besoin d'aller chercher ces investissements, mais il faudra aussi faire évoluer les emplois et les compétences qui seront nécessaires pour mener ce projet à bien.

Nous avons également besoin de créer des espaces d'échange avec les salariés concernés. La durée des arrêts de tranche, qui est un facteur de rentabilité pour les centrales nucléaires, sera en effet de plus en plus réduite, ce qui imposera des contraintes supplémentaires aux salariés. C'est le premier élément sur lequel nous pouvons faire converger nos revendications.

Enfin, nous devons réfléchir aux nouveaux droits d'intervention que nous pourrions conquérir pour les salariés car sans démocratie sociale dans les entreprises, nous serons en difficulté pour aller auprès des populations et de leurs représentants institutionnels et assurer la sécurité du nucléaire.

#### **Jean-Noël DUMONT, adm. Andra**

Pour répondre à un précédent intervenant, un réacteur nucléaire produit

\*\*[http://www.fnme-cgt.fr/index.php/multimedia/galerie\\_videos/pole-public-de-l-energie](http://www.fnme-cgt.fr/index.php/multimedia/galerie_videos/pole-public-de-l-energie)

environ 150 m3 de déchets chaque année, certains dits à « vie courte », qui peuvent être stockés immédiatement et perdent leur radioactivité au bout de 300 ans, d'autres dits « à vie longue », qui nécessitent un stockage de long terme. Les déchets les moins nocifs sont déjà stockés sur deux sites situés dans l'Aube. Pour les déchets les plus nocifs, des études sont en cours. C'est un processus long, initié depuis plus de 30 ans. Un laboratoire de recherche situé à la frontière de la Meuse et de la Haute-Marne étudie la possibilité de les stocker à 500 m de profondeur. Pour la FNME, il n'y a pas d'urgence absolue à stocker les déchets les plus radioactifs, qui nécessitent une décroissance thermique. En revanche, il y a urgence à poursuivre le processus de recherche et il ne faut pas croire les opposants qui disent qu'il n'y a pas de solution.

#### **Pascal PERICO, CNPE Cruas**

Notre patron agit comme un libéral. Il se sert dans la caisse en nous prenant 4 milliards d'euros par an sans réinvestir et en nous expliquant que nous devons économiser. Il va nous imposer d'acheter Areva pour 2 milliards d'euros alors que cette entreprise appartient, comme EDF, à l'Etat. Il s'agit donc d'une forme d'imposition déguisée envers le consommateur. Plus de 50 % du tarif de l'électricité va dans les poches de l'Etat. Il faut donc expliquer à la population comment elle se fait imposer à travers sa facture d'électricité. Il faut combattre la logique libérale mise en œuvre par le gouvernement, pas seulement dans cette salle mais aussi dans les médias.

Pour moi, il n'y avait pas lieu de séparer EDF et GDF. Il faudrait donc en revenir à un pôle public de l'Energie, comme il devrait y en avoir pour l'Eau, car l'énergie et l'eau répondent à des besoins fondamentaux et doivent être maîtrisés par la Nation.

#### **De la salle**

Pour moi, le pôle public de l'Energie ne serait pas complet sans les équipementiers. En effet, quand il n'y aura plus assez d'équipementiers, les derniers imposeront leurs prix. Il y a donc urgence à intervenir sur ce dossier. De ce point de vue, la réunion de ce

jour me semble être un énorme progrès car elle nous permettra d'intervenir plus fortement sur le dossier Areva que sur le dossier Alstom, sachant que si la Commission européenne fait capoter le deal envisagé, la question d'un pôle public de l'Energie se posera à nouveau rapidement.

Il y a par ailleurs énormément de salariés en sous-traitance chez EDF. C'est une bataille que nous devrions pouvoir mener en commun au pied des centrales, que l'on appartienne à Alstom, General Electric ou EDF.

Autre préoccupation commune : le renouvellement des compétences. Chez Alstom, les salariés de plus de 50 ans sont très nombreux. Nous devons donc exiger tous ensemble que les entreprises réinvestissent dans leurs compétences et leur R&D – une clause de ce type devrait même être incluse dans les contrats attribués par les donneurs d'ordres.

Je suis enfin très attaché à la notion de pérennité. Pour la garantir, les sous-traitants doivent maintenir des gammes de produits sur trente ou cinquante ans, soit la durée de vie d'une centrale. Il y a donc des chantiers très concrets qui doivent nous rassembler. Je partage par exemple l'avis selon lequel le statut devrait être étendu aux sous-traitants.

#### **Denis DURAND, fédération des Finances**

L'avenir de la filière nucléaire nécessitera des dizaines de milliards d'euros d'investissement, à engager dès maintenant, pour obtenir des résultats sur les cinquante prochaines années. Or les investissements ont une rentabilité à plus ou moins long terme et les entrepreneurs capitalistes choisissent souvent ceux qui ont pour effet de peser sur les salaires, de mettre les sous-traitants sous pression, de casser le statut des salariés. En revanche, dans une logique de service public, il s'agit d'avoir une filière nucléaire qui ait la capacité à approvisionner la population en énergie en toute sécurité, en donnant la priorité à la qualité de la qualification, des emplois et des statuts de ceux qui le font. Il s'agit de deux conceptions radicalement opposées de l'investissement mais qui, dans les deux cas, demandent beaucoup d'argent.

D'où peut venir cet argent ? On pense spontanément qu'il doit s'agir d'argent public. Dans le cas d'Areva par exemple, il faut trouver 7 milliards d'euros pour recapitaliser cette entreprise et une partie importante de cet argent proviendra de l'Etat.

Mais les besoins financiers pour développer la filière sont dix fois supérieurs à cela. Il faudra donc emprunter et il y aura là encore deux solutions. La première consiste à emprunter auprès des marchés financiers mais cela risquerait de nous faire entrer dans une logique d'emprunt obligatoire qui aurait des conséquences industrielles et sociales pour la filière. Nous avons donc besoin de nous libérer de cette logique.

L'autre problème, c'est que les banques refusent souvent de prêter aux PME et aux filières qui créent de la valeur ajoutée en répondant à l'intérêt général. Nous devons donc nous battre pour les obliger à le faire. Dans notre esprit, il faudrait créer un pôle public financier dont le rôle ne serait pas de remplacer les banques mais de les obliger à faire leur travail, c'est-à-dire à être un instrument au service des citoyens.

Je conclurai en donnant un exemple. Ne pourrait-on pas imaginer de regrouper une force de frappe financière dans un fonds qui aurait pour mission de contribuer, à travers le crédit bancaire, au financement des investissements nécessaires à l'ensemble de la filière énergétique ? Il faudrait arrêter de verser des subventions qui ne servent qu'à alimenter les profits et utiliser l'argent public pour faire pression sur les banques, à travers





des outils comme les bonifications d'intérêt ou les garanties d'emprunt, à condition qu'elles financent des projets répondant à des critères (sociaux, environnementaux, etc.) précis. Ce fonds pourrait également attribuer des crédits bancaires aux entreprises de la filière, à condition qu'ils servent à financer des investissements qui répondront aux critères qui auront été démocratiquement voulus par les salariés de la filière et les usagers. Or la façon la plus efficace de financer ces investissements serait qu'ils viennent de la Banque centrale européenne. Ne pourrait-elle pas utiliser son pouvoir de création monétaire pour financer les investissements prioritaires, en particulier dans la filière nucléaire ?

**Lionel LEROGERON,**  
**comité régional Normandie**

Je souhaiterais faire quatre propositions. La première serait de continuer à dresser l'état des lieux de la filière nucléaire. La deuxième serait de définir notre position sur l'installation d'un réacteur de quatrième génération à Panly, pour savoir si nous nous inscrivons dans une dynamique de recherche. La troisième serait de savoir si nous devons continuer à demander que les déchets soient retraités, et donc que l'on investisse dans l'usine de la Hague. Enfin, la quatrième serait de confédéraliser notre action. Nous avons une urgence avec le projet Grand Carénage, qui verra notamment arriver 3 500 salariés pendant deux ou trois ans sur le site de Paluel. Devons-nous laisser le syndicat local d'EDF s'en occuper seul ou mettre en place un système confédéralisé qui permettra de travailler sur les revendications de ses salariés pour leur faire obtenir un nouveau statut du travailleur salarié ?

**Louis MAZUY, Areva Jeumont**

Quelle vision industrielle pour les trente à quarante prochaines années ? Sur les 58 réacteurs actuellement en service, beaucoup ont été mis en service sur vingt ans, ce qui veut dire que dans une dizaine d'années, il faudrait les remplacer sur vingt ans. Obliger le gouvernement à se positionner sur ce sujet me paraît être une question clé. Par ailleurs, beaucoup critiquent l'action de nos entreprises à l'export qui, pour une entreprise comme Areva, représente une part significative de son activité. Il faut donc faire attention en parlant de « pôle public » ou de « maîtrise publique » car normalement, cela doit permettre de répondre aux besoins de la population de notre pays, mais qu'en est-il de celle des autres pays ?

Ce qui apparaît au fil du temps, c'est que des grands pays comme la Chine ou l'Inde veulent fabriquer eux-mêmes leurs centrales. Au début des années 2000, les patrons d'Areva pensaient que leur entreprise allait prendre un tiers du marché, ce qui ne s'est pas passé. Ils ont fait des investissements dans ce but mais abandonnent aujourd'hui ce modèle. C'est pour cette raison qu'il est très important que nous ayons une vision claire des besoins de notre pays pour les trente ou quarante prochaines années et de la façon dont nos entreprises industrielles peuvent participer au développement international. Cela pose même une question clé : celle de la sûreté. La sûreté de toutes les centrales du Monde nous concerne. Ne devrions-nous alors pas développer des convergences internationales sur ce thème avec d'autres organisations syndicales ? Je pense que cela renforcerait notre crédibilité sur l'ensemble des thèmes que nous portons.

**Un participant**

Je pense que nous devrions continuer à travailler sur les suites à donner à ces Assises. Nous avons entendu beaucoup de choses, notamment les problématiques qui n'étaient pas forcément incluses dans le travail que nous avons engagé avant ces Assises. Il faut donc que les trois fédérations coorganisatrices de ces Assises enclenchent dès demain un travail de longue durée d'écoute mutuelle et d'élaboration de propositions.

**Clarisse DELALONDE**

Nous avons des idées, des projets, mais il nous manque des actions à mener. Or il me semble que nous avons tous des intérêts communs. Il nous faut donc des revendications communes et cela me paraît assez simple. Sur la sous-traitance par exemple, je ne comprends pas pourquoi les sous-traitants d'EDF n'auraient pas les mêmes droits, et donc le même statut que ses agents. La défense de l'emploi nous rassemble tous et tous les territoires sont concernés. Je crois donc que nous pourrions nous mettre d'accord sur quelques revendications telles que le maintien des emplois, la défense des statuts et le passage des sous-traitants sous statut d'EDF.

**Bernard DEVERT**

Ces assises ont été construites par un collectif interfédéral que nous souhaitons maintenir. C'est en effet la première fois que nous réunissons ainsi 250 camarades issus de trois fédérations, ce qui n'est pas simple. Nous avons fait l'effort depuis ce matin de nous écouter et nous voyons bien que la filière nucléaire est complexe, sensible et très diverse. C'est une richesse extraordinaire. La question est maintenant de savoir comment nous pouvons poursuivre ce travail dans les territoires. Je pense par exemple que nous avons besoin, dans les prochaines semaines, d'une expression qui s'adresserait aux 220 000 salariés de la filière et que nous distribuerions partout, pour montrer que la CGT s'organise et donner confiance aux salariés. Le patronat cherche à nous opposer les uns aux autres. Arrêtons, prônons l'intelligence syndicale et travaillons ensemble !



# CONCLUSION

par Frédéric Sanchez, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie

Pour moi, la première chose à faire est de valoriser l'organisation de ces Assises, la qualité de nos débats et des pistes proposées par nos camarades pour placer cette filière industrielle à la pointe du combat.

La CGT se donne pour objectif de relever le défi que sont les questions d'emploi, de formation et de développement de nouveaux projets répondant aux enjeux environnementaux, sociaux et industriels.

Vos témoignages montrent le besoin de replacer la valorisation du travail au centre des enjeux, de sortir de la financiarisation dans la gestion des entreprises pour avoir une filière industrielle qui reste un atout de haut niveau et de compétences. Le gouvernement ne peut continuer de favoriser les marchés financiers et les actionnaires alors que les besoins

sont importants pour l'avenir de cette filière, pour les enjeux de sécurité et de transparence. Le besoin de démocratie à tous les niveaux, avec les salariés de l'ouvrier à l'ingénieur, est incontournable. Ces Assises doivent servir de tremplin pour poursuivre le débat avec les syndiqués et les salariés. Cela reste à mon sens un enjeu majeur pour les mois à venir.

L'objectif premier reste de favoriser la mobilisation des salariés en recherchant une convergence revendicative dans une filière très diverse, où tous les acteurs cherchent à construire un rapport de forces face aux démantèlements, aux suppressions d'emplois, aux restructurations et aux privatisations. Nous devons également réfléchir à la décentralisation de ces assises dans les territoires pour faire de cette question un enjeu national.

La première question que nous de-

vons nous poser pour franchir un cap est la suivante : quelles démarches et perspectives CGT pour développer un rapport de forces à la hauteur des enjeux ? Dans la perspective de la Cop 21 organisée à Paris en septembre prochain, nous avons besoin de réfléchir à une expression en direction des 220 000 salariés de la filière, de leur donner des éléments d'analyse et la position de la CGT, en leur permettant de travailler à des convergences.

Deuxième point : nous avons besoin de poursuivre le débat par l'organisation, dans les entreprises et bassins d'emploi, d'assemblées de militants et de syndiqués, pour partir du vécu des salariés, afin d'élaborer notre objectif revendicatif à partir de propositions bâties autour de quatre axes :

- quel projet industriel ?
- quels emplois pour demain ?
- quels financements ?
- quels programmes ?

Troisièmement, la mise en place d'un collectif interfédéral va permettre de coordonner, impulser et produire pour alimenter la campagne que nous allons mener. Il me semble que le lien entre structures territoriales et fédérations reste un élément indispensable pour une plus grande efficacité. Dans ce sens, il me semble que l'élaboration d'un livret qui reprendrait le compte-rendu de ces Assises, accompagné du film introductif, pourrait aider à ouvrir un débat le plus large possible au sein de la CGT.

Enfin, la question de la mobilisation reste l'élément incontournable, dont il faut débattre dans l'ensemble de



nos syndicats, avec pour perspective une initiative de lutte et de grève commune à toute la filière. Il nous reste bien évidemment à déterminer à quel moment et sur quel contenu, sachant que la Confédération a aussi pour perspective d'organiser un temps fort de mobilisation fin septembre ou début octobre prochain.

Ces Assises ont, avec les trois réunions organisées en territoire, réuni plus de 300 syndiqués et militants de la CGT, représentant la diversité de la filière. C'est un acquis important pour poursuivre le débat dans les entreprises et les territoires.

Convaincre, écouter et échanger, élaborer et proposer : c'est la marque d'une CGT qui veut être utile aux salariés, confrontés à des situations difficiles et complexes. Cela doit passer par une CGT renforcée, qui fait de la démocratie le socle de sa démarche pour porter son projet. Nous devons réaffirmer avec force que le nucléaire reste un atout majeur pour l'accès à l'énergie pour tous et pour lutter contre le réchauffement climatique. La pérennité des sites et le développement de la recherche doivent être au centre du projet que nous devons élaborer et porter à tous les niveaux

de la CGT. C'est un enjeu capital dans notre bataille pour le maintien et le développement de nos industries et de nos emplois, et ce pour l'ensemble des filières industrielles.

Il nous faut prendre des décisions rapides et ces Assises doivent être un tremplin pour construire un rapport de forces à la hauteur des enjeux. Nous devons également interpeller les organisations syndicales européennes et mondiales pour réfléchir à une journée d'action européenne ou internationale sur la filière nucléaire.

*En conclusion des Assises, un film sur le pôle public de l'Energie est projeté.*



# POUR ALLER PLUS LOIN...

plusieurs outils ont été réalisés pour débattre de la question du nucléaire entre militants et avec les salariés.



Le dossier de 8 pages «Ré-acteur(s)» qui revient sur les enjeux de la filière du nucléaire. Ce dossier a été réalisé dans le cadre des rencontres régionales, en 2015, pour préparer les assises du 23 juin dernier, à Montreuil.

«Industrie, énergie, transport», une plaquette explicative sur les non-dits de la loi transition énergétique.



Une vidéo «pole public» de l'énergie expliquant les enjeux et propositions CGT.



Une vidéo résumant les débats des assises décentralisées.



Retrouvez-les sur <http://www.fnme-cgt.fr/index.php/page/energies-industries/nucleaire/assises-du-nucleaire>

PROFESSIONNELS  
DES MÉTIERS DE  
SERVICES,  
VOUS PASSEZ TOUT  
VOTRE TEMPS  
À PRENDRE SOIN  
DES AUTRES.



ET VOUS ?  
QUI PREND SOIN  
DE VOUS ?

### Complémentaire Santé – Prévoyance – Retraite

C'est parce que nous connaissons si bien les métiers de la santé, du conseil, de la restauration, de l'hôtellerie, du transport, et des commerces de proximité que nous sommes en mesure de vous apporter les solutions les plus adaptées à vos besoins. KLESIA, au service des entreprises de service depuis plus de 65 ans.

**KLESIA**  
PROTECTION ET INNOVATION SOCIALES